

AGENCE DES AIRES MARINES PROTEGEES

Conseil d'administration du 27 novembre 2013

Point 6

Délibération n°2013-30 portant approbation du budget primitif 2014.

Le quorum étant atteint ;

Le Conseil d'administration ;

Vu le Code de l'environnement ;

Délibère :

Article 1 : Le conseil d'administration se prononce sur le budget primitif 2014 selon la disposition suivante :

Approbation

Approbation avec les réserves suivantes : avec engagement de présenter un budget rectificatif 2014 au CA du 8/1/14

Rejet aux motifs suivants :

Article 2 :

Le directeur de l'agence des aires marines protégées est chargé de l'application de la présente délibération qui fera l'objet des mesures de publicité prévues par l'article R. 334-15 du code de l'environnement et notamment de la publication au recueil des actes administratifs de l'agence.

Le Président du Conseil d'administration

Paul GIACOBBI

Le Commissaire du gouvernement

Christian BARTHOD

Le Directeur

Olivier LAROUSSINIE

27 NOV. 2013

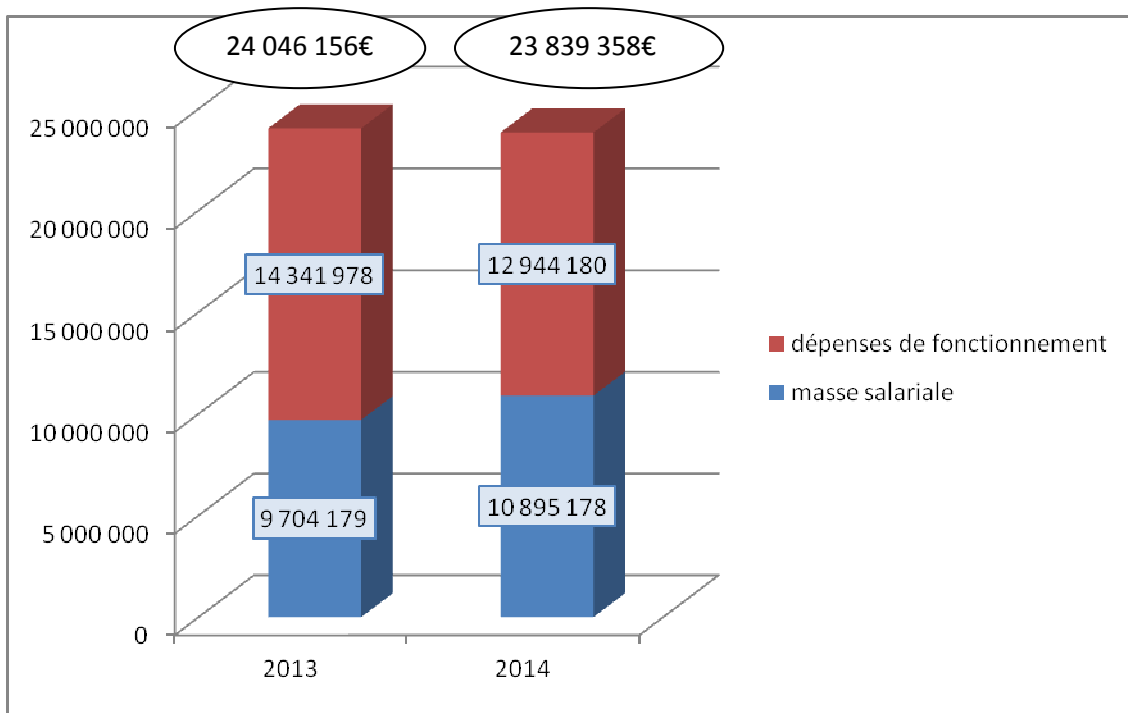


Personne à contacter :	Cédric NEBATI cedric.nebati@aires-marines.fr 02 98 33 84 78
Date :	29/10/2013
Objet :	Point Note de présentation du budget primitif 2014

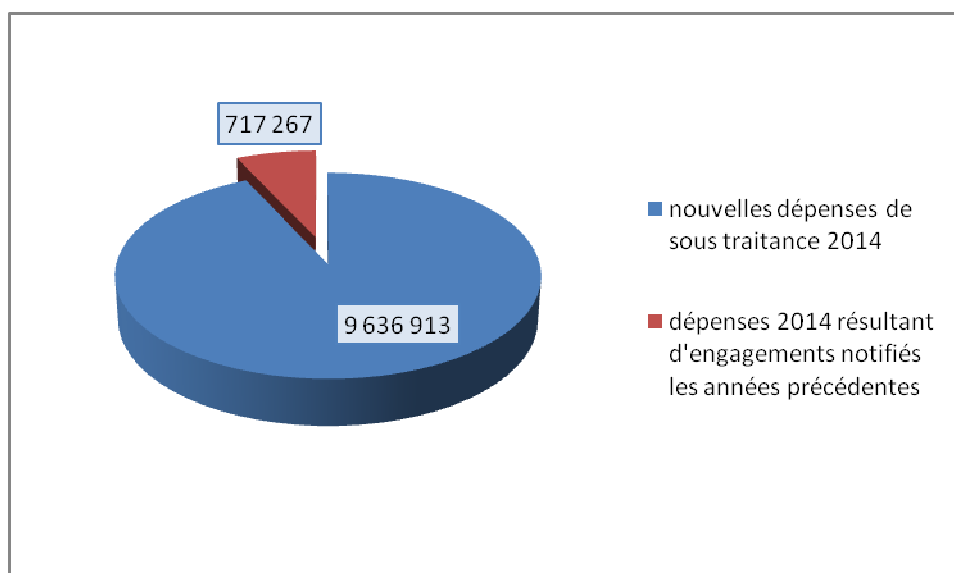
I – Présentation du budget

Le budget présenté pour 2014 s'élève à 23 839 358 € de dépenses de fonctionnement et à 970 000€ de dépenses d'investissement et un plafond d'équivalent temps plein (ETP) de 147 (+7 ETP en 2014).

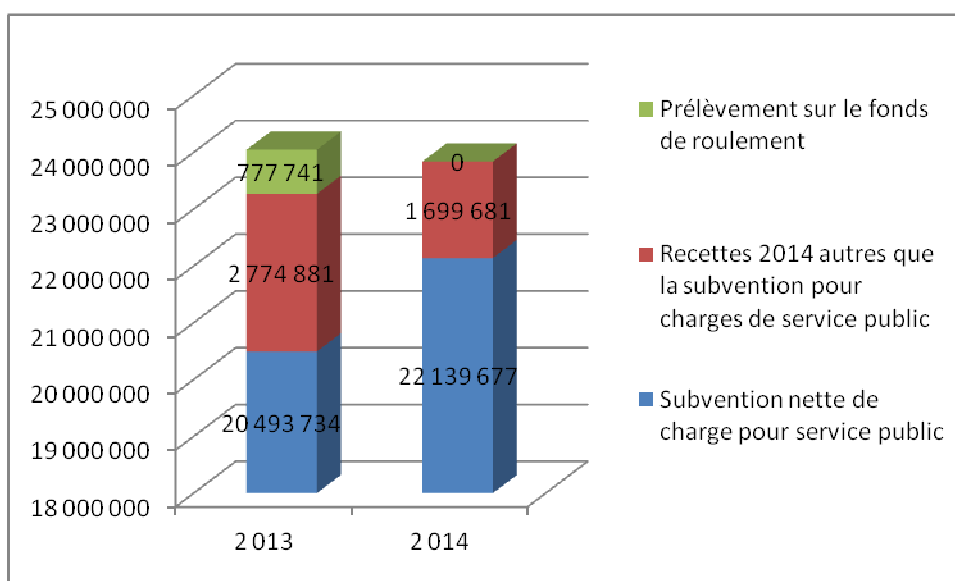
Cette construction budgétaire 2014 est liée aux hypothèses de travail présentées au sein du programme de travail et à l'évolution des effectifs. Le total des dépenses de fonctionnement est en diminution de 206 798 € par rapport au budget de 2013 après décision budgétaire modificative n°1, (soit une évolution de - 1%). Ce qui se traduit par la diminution d'une part, des charges de fonctionnement (hors masse salariale) pour un montant de 1 459 798 € (soit près de -10 %) et, d'autre part, par l'augmentation de la masse salariale pour 1 190 999 € (soit + 12 %) (cf. graphique ci-dessous).



Il convient également de préciser, que 7 % des dépenses de sous-traitance résultent d'engagements juridiques notifiés les années précédentes (dépenses obligatoires) (cf. graphique ci-dessous).



La subvention pour charges de service public (SCSP) passe de 20 493 734 € en 2013 à 22 139 677 € (nette de réserve) en 2014. Les autres recettes (subventions de collectivités, financements européens,...) représentent un montant prévisionnel de 1 699 681€ et il n'est pas prévu, contrairement aux années précédentes, de présenter un résultat prévisionnel négatif.



L'évaluation du fonds de roulement au 1er janvier 2014 est de 3 650 000€, représentant moins de deux mois de fonctionnement du budget 2013, se situant par conséquent à un niveau inférieur aux normes requises.

II- Affectation des produits par nature

1. Recettes de fonctionnement (compte de résultat)

1.1 Subvention pour charges de service public

Le montant de la SCSP est de 22 139 677 € (nette de réserve).

1.2 Ressources extérieures (1 699 681€)

Les principales recettes concernent les projets suivants :

- Programme INTERREG PANACH : 131 000 €
- Programme INTERREG VALMER (développement et application des méthodologies qui peuvent être utilisées pour quantifier et communiquer la valeur réelle (économique, sociale et environnementale) des services écosystémiques marins et côtiers dans la région occidentale de la Manche: 41 264 €,
- Programme PACIOCEA (favoriser les échanges d'expériences sur la planification spatiale marine dans le Pacifique Sud) : 169 330 € au titre du FEDER.
- Programme INTERREG « Energies marines dans les territoires insulaires et périphériques » (MERIFIC) : 208 351 €.
- Programme Life « Pêche à pied » 290 000 € au titre du FEDER

- Programme PEGASEAS « Contribuer à la gouvernance durable des écosystèmes marins de la Manche en capitalisant sur les résultats pertinents de différents projets financés par INTERREG IVA France – Manche – Angleterre » 88 500 € au titre du FEDER
- Agence de l'eau de Normandie « Suivi de l'évolution des habitats des estrans » : 264 363 €
- Mécénat « divers ... » : 260 000 €
- Remboursement de contrats aidés à l'emploi (CAE) par l'agence de services et de paiements (ASP) : 62 000€.

2. Ressources d'investissement (tableau de financement)

Aucune ressource d'investissement n'est budgétée.

III- Analyse des emplois par nature

1. Charges de fonctionnement (compte de résultat)

1.1 Dépenses de fonctionnement (hors masse salariale)

Ces dépenses sont essentiellement constituées des comptes budgétaires « sous-traitance » et « études et recherches ».

Par rapport à 2013, le poste « sous-traitance » (3 200 000€) augmente de 1 072 078 € et celui « étude et recherches » (5 400 535€) est en baisse de 1 042 909€.

1.2 Dépenses de masse salariale

La masse salariale passe de 9 704 179€ en 2013 à 10 895 178€ en 2014.

L'augmentation de la masse salariale s'explique essentiellement par la création d'emplois en 2013 (+ 10 ETP sous plafond d'emplois par rapport au BP 2013 et +4 hors plafond d'emplois).

L'augmentation des charges de sécurité sociale et de prévoyance (compte 645) est liée d'une part, à l'évolution des effectifs et d'autre part, aux évolutions des taux de pensions civiles.

2. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 970 000€.

Ces dépenses correspondent :

- aux travaux de réhabilitation de l'annexe de la Capitainerie ;
- au marché relatif à l'acquisition d'un logiciel de gestion de projet ;

- au renouvellement d'une partie du Parc automobile conformément à la circulaire du 2 juillet 2010 relative à l'Etat exemplaire – rationalisation de la gestion du parc automobile de l'Etat et de ses opérateurs, qui conduit à ne plus procéder à des locations longues durées.

- au renouvellement de matériel nautique

- des dépenses d'investissement courant (dont notamment : logiciels, matériels divers) :

Ces dépenses sont en partie autofinancées par la capacité d'autofinancement.

TABLEAU 1
Budget 2014

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel agrégé

CHARGES	exécution (n-2)	estimation (n-1)	BI (n)	PRODUITS	exécution (n-2)	estimation (n-1)	BI (n)
Personnel	8 201 418	9 704 179	10 895 178	Subventions de l'Etat	21 273 265	20 915 771	22 139 677
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	<i>865 920</i>	<i>890 000</i>	<i>920 000</i>	Ressources fiscales			
Fonctionnement autre que les charges de personnel	14 794 543	14 341 978	12 944 180	Autres subventions	908 619	1 782 494	1 554 359
Intervention (le cas échéant)				Autres ressources	504 947	570 350	145 322
TOTAL DES CHARGES (1)	22 995 961	24 046 157	23 839 358	TOTAL DES PRODUITS (2)	22 686 831	23 268 615	23 839 358
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>				<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>	309 130	777 542	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	22 995 961	24 046 157	23 839 358	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	22 995 961	24 046 157	23 839 358

Tableau de financement prévisionnel agrégé

EMPLOIS	exécution (n-2)	estimation (n-1)	BI (n)	RESSOURCES	exécution (n-2)	estimation (n-1)	BI (n)
Insuffisance d'autofinancement		378 498		Capacité d'autofinancement	60 151		354 678
Investissements	315 322	554 000	970 000	Financement de l'actif par l'État			
Remboursement des dettes financières				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État			
				Autres ressources	14 132		
TOTAL DES EMPLOIS (5)	315 322	932 498	970 000	TOTAL DES RESSOURCES (6)	74 283		354 678
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)				PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	241 039	932 498	615 322

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.*

TABLEAU 3
Compte de résultat

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Les crédits peuvent être individualisés sur des subdivisions de compte à plus de trois chiffres (obligatoirement pour les charges employeur au titre des pensions civiles)

N°des comptes	Intégrés à la CAF	Intitulés des comptes de charges	exécution (n-2)	estimation (n-1)	BI (n)	N°des comptes	Intégrés à la CAF	Intitulés des comptes de produits	exécution (n-2)	estimation (n-1)	BI (n)
60		Achats				70		Ventes produits, prestations services, marchandises			
601	x	Achats stockés - Matières premières				701	x	Ventes de produits finis			
602	x	Achats stockés - Autres approvisionnements				702	x	Produits intermédiaires			
603	x	Variation des stocks				703	x	Vente de produits résiduels			
604	x	Achats d'études et prestations de services incorporés				704	x	Travaux			
605	x	Achats de matériel, équipements et travaux incorporés				705	x	Etudes			
606	x	Achats non stockés de matières et fournitures	376 481 €	423 564 €	448 500 €	706	x	Prestations de service			
607	x	Achats de marchandises				707	x	Ventes de marchandises			
608	x	Frais accessoires d'achat				708	x	Produits des activités annexes			
609	x	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats				709	x	Rabais, remises et ristournes accordés sur ventes			
61		Services extérieurs				71		Production stockée			
611	x	Sous-traitance générale	3 041 272 €	2 127 922 €	2 100 000 €	713	x	Variation des stocks			
612	x	Redevances de crédit-bail									
613	x	Locations	487 594 €	468 860 €	545 145 €						
614	x	Charges locatives et de copropriété	37 418 €	39 266 €	38 000 €						
615	x	Entretien et réparations	229 348 €	521 542 €	220 000 €						
616	x	Primes d'assurances	39 460 €	38 660 €	40 000 €						
617	x	Etudes et recherches	5 826 077 €	6 443 444 €	6 500 535 €						
618	x	Divers	681 083 €	1 312 500 €	500 000 €						
619	x	RRRO sur services extérieurs									
62		Autres services extérieurs				72		Production immobilisée			
621	x	Personnel extérieur à l'établissement	155 968 €	100 000 €	721	x	Production immobilisée - immobilisations incorporelles				
622	x	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	90 405 €	150 000 €	100 000 €	722	x	Production immobilisée - immobilisations corporelles			
623	x	Publicité, publications, relations publiques	161 539 €	200 000 €	120 000 €						
624	x	Transports de biens, d'usagers et transports collectifs du personnel	17 442 €	30 000 €	40 000 €						
625	x	Déplacements, missions et réceptions	716 611 €	459 200 €	700 000 €						
626	x	Frais postaux et frais de télécommunications	212 567 €	220 925 €	350 000 €						
627	x	Services bancaires et assimilés									
628	x	Divers	1 415 413 €	1 089 095 €	668 000 €						
629	x	RRRO sur autres services extérieurs									
63		Impôts taxes et versements assimilés									
631	x	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administrations des impôts)	530 521 €	626 559 €	645 280 €						
632	x	Charges fiscales sur congés à payer									
633	x	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	69 647 €	30 729 €	60 000 €						
635	x	Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts)	8 068 €	4 000 €	6 000 €						
637	x	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	1 738 €	1 500 €	2 000 €						
64		Charges de personnel				74		Subvention d'exploitation			
641	x	Rémunérations du personnel	5 618 145 €	6 440 644 €	7 010 000 €	741	x	Subventions d'exploitation - Etat	20 858 269 €	20 493 734 €	22 139 677 €
645	x	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	1 983 104 €	2 606 247 €	3 059 898 €	744	x	Subventions d'exploitation - Collectivités publiques et organismes internationaux	1 073 596 €	1 655 415 €	985 245 €
		<i>dont Cotisations patronales au CAS Pensions **</i>	<i>865 920 €</i>	<i>890 000 €</i>	<i>920 000 €</i>	746	x	Dons et legs			
646	x	Rémunérations divers (vacations, ...)				748	x	Autres subventions d'exploitation	250 020 €	549 116 €	569 114 €
647	x	Autres charges sociales	120 615 €	112 000 €	120 000 €						
648	x	Autres charges de personnel									
65		Autres charges de gestion courante				75		Autres produits de gestion courante			
651	x	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés...	64 843 €	35 000 €		751	x	Redevances pour concessions, brevets, licences			
652	x	Contrôle d'état				752	x	Revenus des immeubles non affectés aux activités de l'établissement			
653	x	Conseils et assemblées	18 538 €			755	x	Quote part de résultat sur opérations faites en commun			
654	x	Pertes sur créances irrécouvrables				757	x	Produits spécifiques			
655	x	Quote part de résultat sur opérations faites en commun				758	x	Produits divers de gestion courante	29 876 €	415 394 €	
657	x	Charges spécifiques									
658	x	Charges diverses de gestion courante	54 606 €		5 000 €						
66		Charges financières				76		Produits financiers			
661	x	Charges d'intérêts				761	x	Produits des participations			
664	x	Pertes sur créances liées à des participations				762	x	Produits des autres immobilisations financières			
665	x	Escomptes accordés				763	x	Revenus des autres créances			
666	x	Perte de change	327 €	1 000 €	1 000 €	764	x	Revenus des valeurs mobilières de placement			
667	x	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				765	x	Escomptes obtenus			
668	x	Autres charges financières	66 €	9 500 €		766	x	Gains de change	121 €		
						767	x	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
						768	x	Autres produits financiers	6 199 €		
67		Charges exceptionnelles				77		Produits exceptionnels			
671	x	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	59 860 €		60 000 €	771	x	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	115 270 €		
672	x	Charges sur exercices antérieurs	254 444 €			772	x	Produits sur exercices antérieurs	9 586 €		
675	x	Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés				775		Produits des cessions d'éléments d'actif			
678	x	Autres charges exceptionnelles				777		Quote part de subventions d'investissement virée au résultat	238 990 €		145 322 €
						778	x	Autres produits exceptionnels			
68		Dotations aux amortissements et provisions				78		Reprises sur amortissements et provisions			
6811-12		Dotations aux amortissements	722 530 €	554 000 €	500 000 €	781		Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions d'exploitation	104 904 €	154 956 €	
6815-17		Dotations aux provisions d'exploitation		554 000 €		786		Reprises sur dépréciations et provisions financières			
686		Dotations aux amortissements et aux provisions financières	231 €			787		Reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles			
687		Dotations aux amortissements et aux provisions exceptionnelles									
69		Impôts sur les bénéfices et assimilés				79		Transferts de charges			
695	x	Impôts sur les bénéfices				791	x	Transferts de charges d'exploitation			
697	x	Imposition forfaitaire annuelle				796	x	Transferts de charges financières			
						797	x	Transferts de charges exceptionnelles			
		Total des charges	22 995 961 €	24 600 157 €	23 839 358 €			Total des produits	22 686 831 €	23 268 615 €	23 839 358 €
		Excédent de l'exercice			0 €			Déficit de l'exercice			
		Totaux égaux en produits et en charges						Totaux égaux en produits et en charges			
		Total des charges "Intégrés à la CAF" (a)			23 339 358			Total des produits "Intégrés à la CAF" (b)			23 694 036 €
		Capacité d'autofinancement (b)-(a)-(C 775)*			354 678 €						

** Il s'agit d'identifier les montants correspondant aux charges de pensions civiles au sein des comptes suivants :
64532 pour les EPA et les EPIC
64531 pour les EPSCP et les établissements utilisant la paie à façon
6465 pour les EPNEPA qui n'auraient pas encore de compte dédié.

TABLEAU 2
Tableau des emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)	Unité
Autorisation d'emplois rémunérés par l'établissement	146,8	46	192,8	ETP
Autorisation d'emplois rémunérés par l'établissement	146,8	46	192,8	ETPT

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME						TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ETABLISSEMENT (= plafond organisme + hors plafond organisme)		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISES PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI			ETP	ETPT	masse salariale
	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale			
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETABLISSEMENT (1 + 2 + 3)	146,8	146,8	9 154 032	46,07	64,67	1 791 001	192,87	211,47	10 945 033
1 - TITULAIRES	70,5	69,8	5 373 982	0	0	0	70,5	69,8	5 373 982
* Titulaires Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'établissement et actes de gestion, dont CAD, déconcentrés dans l'établissement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* Titulaires Etablissement (corps propre)	70,5	69,8	5 373 982	0	0	0	70,5	69,8	5 373 982
- en fonction dans l'établissement :	70,5	69,8	5 373 982	0	0	0	70,5	69,8	5 373 982
* Titulaires Etat détachés sur emploi dans un corps établissement (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	40,82	41,67	3 201 982	0	0	0	40,82	41,67	3 201 982
* Titulaires de l'établissement (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	29,68	28,13	2 172 020	0	0	0	29,68	28,13	2 172 020
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD sortantes non remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD sortantes remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 - NON TITULAIRES	76,3	77	3 780 050	35,5	54,35	1 586 194	111,8	131,35	5 366 244
* Non titulaires de droit public	76,3	77	3 780 050	35,5	54,35	1 586 194	111,8	131,35	5 366 244
- en fonction dans l'établissement :	76,3	77	3 780 050	27,5	46,35	1 325 806	103,8	123,35	5 105 856
* Contractuels sous statut* :	76,3	77	3 780 050	27,5	46,35	1 325 806	103,8	123,35	5 105 856
* CDI	20,19	20	1 088 995	0	0	0	20,19	20	1 088 995
* CDD	56,11	57	2 691 055	27,5	46,35	1 325 806	83,61	103,35	4 016 861
* Contractuels hors statut* :	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* CDI	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* CDD	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* Titulaires Etat détachés sur contrat auprès de l'établissement (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	8	8	260 388	8	8	260 388
* Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD remboursées	0	0	0	8	8	260 388	8	8	260 388
* Non titulaires de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans l'établissement :	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* CDI	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* CDD	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans une autre personne morale	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 - CONTRATS AIDES				9,57	9,32	161 607	9,57	9,32	161 607
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (4 + 5)							1	1	43 200
4 - EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT							0	0	0
* Titulaires de l'Etat mis à disposition de l'établissement et non remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							0	0	0
* Titulaires de l'Etat mis à disposition de l'établissement et remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							0	0	0
* Contractuels de l'Etat mis à disposition de l'établissement et non remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							0	0	0
* Contractuels de l'Etat mis à disposition de l'établissement et remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							0	0	0
5 - EMPLOIS REMUNERES PAR D' AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES							1	1	43 200
* Agents mis à disposition de l'établissement et non remboursés à la collectivité ou organisme							0	0	0
* Agents mis à disposition de l'établissement et remboursés à la collectivité ou organisme				1	1	43 200	1	1	43 200

* contractuels sous statut: agents qui relèvent d'un statut particulier, en vertu de textes d'application qui leurs sont propres (exemple : les contractuels de la Banque de France).

* contractuels hors statut : contractuels de droit public ou de droit privé, qui ne relèvent d'aucune disposition particulière, autre que le droit de la fonction publique ou le code du travail.

TABLEAU 4

Calcul de la capacité d'autofinancement

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	exécution (n-2)	estimation (n-1)	BI (n)
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice ou perte)			0
+ (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions			500 000
- ((C 78) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			
+ (C 675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- (C 775) produits de cession d'éléments d'actifs			
- (C 777) quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice			145 322
= CAF ou IAF*			354 678

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

TABLEAU 5
Tableau de financement

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau de financement détaillé

EMPLOIS	exécution (n-2)	estimation (n-1)	BI (n)	RESSOURCES	exécution (n-2)	estimation (n-1)	BI (n)
INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT		378498		CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	60151		354678
C 20 : Immobilisations incorporelles	22430	7000	100000	C 10 : Financement de l'actif par l'État (C 101,104)			
C 21 : Immobilisations corporelles	275124	150000	870000	C 13 : Financement de l'actif par des tiers autres que l'État			
C 23 : Immobilisations en cours				Autres ressources (hors opérations d'ordre intégrées à la CAF) :	14132		
C 26, 27: Participations et autres immobilisations financières				C 775 : Aliénations ou cessions d'immobilisations			
C 16, 17: Remboursement des dettes financières				C 16, 17: Augmentation des dettes financières			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	297554	535498	970000	TOTAL DES RESSOURCES (6)	74283	0	354678
APPORT AU FONDS DE ROULEMENT (7) = (6) - (5)				PRELEVEMENT SUR LE FONDS DE ROULEMENT (8) = (5) - (6)	223271	535498	615322

TABLEAU 10
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(K€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	5292125	1950944	183012	4209999	2442067	6329054	10348041	8570109	6712177	5084245	3338921	1580989
ENCAISSEMENTS												
Produits												
Subventions de l'Etat			5534919		5534919	5534919						5534919
Ressources fiscales												
Autres subventions d'exploitation												
Autres ressources	16751	50000	300000	40000	260000	362000	30000	40000	180000	62608	150000	63000
Ressources												
Financement de l'actif par l'État												
Financement de l'actif par des tiers autres que l'État												
Autres ressources												
A. TOTAL	16751	50000	5834919	40000	5794919	5896919	30000	40000	180000	62608	150000	5597919
DECAISSEMENTS												
Charges												
Personnel	907932	907932	907932	907932	907932	907932	907932	907932	907932	907932	907932	907926
Fonctionnement autre que les charges de personnel	2400000	850000	850000	850000	850000	850000	850000	850000	850000	850000	850000	1544180
Intervention (le cas échéant)												
Emplois												
Acquisition d'immobilisations corporelles et	50000	60000	50000	50000	150000	120000	50000	140000	50000	50000	150000	50000
Participations et immobilisations financières												
Remboursements d'emprunts et autres dettes												
B. TOTAL	3357932	1817932	1807932	1807932	1907932	1877932	1807932	1897932	1807932	1807932	1907932	2502106
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	-3341181	-1767932	4026987	-1767932	3886987	4018987	-1777932	-1857932	-1627932	-1745324	-1757932	3095813
SOLDE CUMULE (1) + (2)	1950944	183012	4209999	2442067	6329054	10348041	8570109	6712177	5084245	3338921	1580989	4676802

TABLEAU 2
Tableau des emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)	Unité
Autorisation d'emplois rémunérés par l'établissement	146,8	47,6	194,4	ETP
Autorisation d'emplois rémunérés par l'établissement	146,8	64,67	211,47	ETPT

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISÉS PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI			ETP	ETPT	masse salariale
	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale			
	146,8	146,8	9 154 032	47,6	64,67	1 791 001	194,4	211,47	10 945 033
1 - TITULAIRES	70,5	69,8	5 373 982	0	0	0	70,5	69,8	5 373 982
* Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'établissement et <u>actes de gestion, dont CAP</u> , déconcentrés dans l'établissement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
* Titulaires Etablissement (corps propre)	70,5	69,8	5 373 982	0	0	0	70,5	69,8	5 373 982
- en fonction dans l'établissement :	70,5	69,8	5 373 982	0	0	0	70,5	69,8	5 373 982
. Titulaires État détachés <u>sur emploi</u> dans un corps établissement (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	40,82	41,67	3 201 962	0	0	0	40,82	41,67	3 201 962
. Titulaires de l'établissement (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	29,68	28,13	2 172 020	0	0	0	29,68	28,13	2 172 020
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	0	0	0			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD sortantes non remboursées	0	0	0	0	0	0			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD sortantes remboursées	0	0	0	0	0	0			
2 - NON TITULAIRES	76,3	77	3 780 050	36,1	54,35	1 586 194	112,4	131,35	5 366 244
* Non titulaires de droit public	76,3	77	3 780 050	36,1	54,35	1 586 194	112,4	131,35	5 366 244
- en fonction dans l'établissement :	76,3	77	3 780 050	28,1	46,35	1 325 806	104,4	123,35	5 105 856
. Contractuels sous statut* :	76,3	77	3 780 050	28,1	46,35	1 325 806	104,4	123,35	5 105 856
. CDI	20,19	20	1 088 995	0	0	0	20,19	20	1 088 995
. CDD	56,11	57	2 691 055	28,1	46,35	1 325 806	84,21	103,35	4 016 861
. Contractuels hors statut* :	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. CDI	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. CDD	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Titulaires État détachés <u>sur contrat</u> auprès de l'établissement (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	8	8	260 388	8	8	260 388
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD remboursées	0	0	0	8	8	260 388	8	8	260 388
* Non titulaires de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans l'établissement :	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. CDI	0	0	0	0	0	0	0	0	0
. CDD	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- en fonction dans une autre personne morale	0	0	0	0	0	0			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	0			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'établissement - MAD remboursées	0	0	0	0	0	0			
3 - CONTRATS AIDES				10,5	9,32	161 607	10,5	9,32	161 607
D'AUTRES PERSONNES MORALES							1	1	43 200
4 - EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR L'ÉTAT							0	0	0
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'établissement et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'établissement et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'établissement et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'établissement et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	0
5 - EMPLOIS RÉMUNÉRÉS PAR D' AUTRES COLLECTIVITÉS OU ORGANISMES							1	1	43 200
* Agents mis à disposition de l'établissement et non remboursés à la collectivité ou organisme							0	0	0
* Agents mis à disposition de l'établissement et remboursés à la collectivité ou organisme				1	1	43 200	1	1	43 200

* contractuels sous statut: agents qui relèvent d'un statut particulier, en vertu de textes d'application qui leurs sont propres (exemple : les contractuels de la Banque de France).

* contractuels hors statut : contractuels de droit public ou de droit privé, qui ne relèvent d'aucune disposition particulière, autre que le droit de la fonction publique ou le code du travail.

TABLEAU
Annexe immobilière

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

AGENCE DES AIRES MARINES PROTÉGÉES		Réunion de l'organe délibérant du 27/11/2013			
		classe de compte (n°)	exécution (N-1)	dernier BR (N)	BI (N+1)
Données physiques					
Nombre de bâtiments occupés					
	dont biens propres		1	1	1
	dont biens domaniaux		10	11	10
	dont prises à bail		12	11	14
	dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)		1	1	1
Surface totale occupée (m² - SUB)					
	dont biens propres		599	599	599
	dont biens domaniaux		675	640	640
	dont prises à bail		2 313	2 203	2 463
	dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)		339	339	339
m² SUN / poste de travail (*)				12,5	
Dépenses de fonctionnement à l'€ près					
	Redevances de crédit-bail immobilier (*)	6125			
	Locations immobilières (*)	6132	341 495	370 871	365 145
	Entretien et réparations sur biens immobiliers (*)	6152	24 970	170 360	100 000
	Taxe foncière (*)	63512	8 068	4 000	6 000
	Autres impôts locaux (*)	63513	1 738	1 500	2 000
Dépenses d'acquisition à l'€ près					
	Acquisition de biens propres		0		
Dépenses d'investissement à l'€ près					
	Réalisation de travaux structurants		0		
Produits de cession d'immobilisations corporelles à l'€ près					
	dont biens propres	7752			
	dont biens domaniaux	7752			

(*) Les données sont disponibles à la saisie dans le système d'informations des opérateurs de l'État (SI OPE)

A) Leviers d'action proposés pour répondre, le cas échéant, aux réserves formulées par France Domaine ou le Conseil de l'Immobilier de l'État

B) Avancement des opérations prévues dans le SPSI

La principale avancée concerne la mise à disposition, en septembre, par France domaine de l'annexe de la Capitainerie. Les travaux de rénovation devraient débuter en 2014.

C) Économies (réalisées ou programmées)

Lorsque les travaux seront finalisés, ceux-ci permettront d'économiser le coût lié à la location des locaux du quai Tabarly qui héberge une partie des agents du siège.

TABLEAU I
Tableau des autorisations budgétaires en AE et CP, prévision de recettes et solde budgétaire

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévision de recettes et solde budgétaire *

Dépenses			Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
Personnel	10 895 178	10 895 178		Recettes globalisées
<i>dont charges de pensions civiles**</i>	<i>920 000</i>	<i>920 000</i>	22 139 677	Subvention pour charges de service public
				Autres financements de l'Etat
				Fiscalité affectée
Fonctionnement	26 036 662	12 444 180		Autres financements publics
				Ressources propres
Intervention				
				Recettes fléchées
				Financements de l'Etat fléchés
Investissement	970 000	970 000	1 294 359	Autres financements publics fléchés
			260 000	Mécénats fléchés
				Autres recettes fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	37 901 840	24 309 358	23 694 036	TOTAL DES RECETTES
Solde budgétaire (excédent)			- 615 322	Solde budgétaire (déficit)

* Chaque enveloppe peut être détaillée en fonction des besoins des organismes

** Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.